

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Lutte contre la corruption et le racket : le regard de "L'APE" du PK 6

PARLER de tout et de rien, c'est bien la spécialité des clients du nectar blanc. Au lieu-dit PK 6, et un peu partout où le vin de palme et de canne se consomme, ça vole souvent très bas en termes de débats. Mais aussi très haut en termes d'opinion. Et cette fois, il était question de comprendre pourquoi les agents publics sont pointés du doigt dans la corruption et les forces de l'ordre dans le racket

Isaac MUKETA MUELE
Libreville/Gabon

Ce qui attire l'attention de ceux qui passent par le PK 6, ce sont certes des bidons noirs pleins de vin de palme dont raffolent les adeptes de ce nectar. Mais ce sont surtout les débatteurs. Ils parlent de tout et de rien. Des faits de société comme des événements qui font l'actualité dans le pays. Aucun sujet n'y est tabou. Tout ou presque est discuté et passé au peigne fin, avec toutefois une petite préférence pour les sujets politiques. Chacun y allant de son avis.

Et ce jour-là, les thèmes en discussion concernent la campagne de sensibilisation aux mécanismes de lutte contre la corruption et le rappel à l'ordre télévisé adressé dernièrement aux agents de la gendarmerie nationale par leur commandant en chef, Yves Barassouagua, au sujet du racket dont les usagers les accusent d'avoir désormais rangé au nombre de leurs missions.

Tout serait parti de la campagne de sensibilisation initiée par le ministre de la Promotion de la Bonne gouvernance, Francis Nkea Ndzigue, dans les administrations publiques. Ici, certains membres de la réunion des "APE" (nom de code du lieu de consommation du vin de palme) l'ayant appris via les médias, se demandent pourquoi le ministre s'acharne tant sur les autres fonctionnaires. Alors que les agents des forces de défense et de sécu-

rité, ainsi que ceux issus d'autres secteurs en font autant voire pire sans la moindre inquiétude.

Grande particularité lors de ces débats du PK 6, l'absence de modérateur pour réguler les

interventions des participants. Chaque débatteur s'improvise. Paulin, fonctionnaire, tente d'éclairer la lanterne de son entourage. Mais avec peine, tant ses amis semblent échauffés par les effets des tord-boyaux qu'ils consomment des heures durant. "S'il vous plaît, essayons de nous comprendre. J'ai eu la chance de suivre une sortie du ministre. Il a expliqué qu'au vu d'une étude menée par le Fonds monétaire international sur la corruption, il ressort que ce sont les agents publics qui sont au centre des procédures des marchés de gré à gré. Ils en font un principe au lieu d'être une exception. Les opérations Mamba et Scorpion ont également révélé la culpabilité de ces derniers. La Task force sur la dette intérieure donne des informations concordantes selon lesquelles ils en sont les acteurs au même titre que les

entreprises. Les éléphants blancs que nous déplorons tous dans notre pays sont les conséquences des actes posés par ces corrompus et corrupteurs", rapporte Paulin.

"Le jeu se passe pourtant entre eux-mêmes, gens du système. Ils sont à la fois les corrompus et les corrupteurs", lance un participant dans le groupe.

Ici, les discussions se font avec passion. Et nombreux parmi les membres de "l'association" affichent leur pessimisme dans les arguments défendus par les gouvernants pour sortir le pays du borbier économique dans lequel il se trouve actuellement.

"À quoi aboutira cette sensibilisation? À rien. Ceux qui sont aujourd'hui indexés sont en même temps des chantres politiques. Et le système prend les mêmes et recommence. C'est de la distraction", tranche un vendeur de vin de palme qui s'invite au débat. Mais certains intervenants, plus conciliants, estiment qu'il faut encourager l'initiative des pouvoirs publics visant à mettre fin à la gangrène de la corruption au Gabon.

Sans transition aucune, voilà que la discussion vire au racket. "Corruption et racket, où est la nuance?", interroge Jean, qui tient précieusement son pack de vin de palme dans sa main droite. Un autre intervenant ironise sur les retombées de la sensibilisation aux mécanismes de lutte contre la corruption et l'interdiction de racketter faite aux gendarmes. "La nuance est mince. Les forces de l'ordre font

elles aussi dans l'enrichissement illicite, en extorquant les 1 000 et 2 000 francs aux taximen et autres usagers. Les agents des services de la municipalité et autres de l'hygiène publique également", répond Paulin, qui semble maîtriser le sujet par rapport au reste du groupe.



Photo: IMV

Ici au PK6, les débats sont souvent houleux sous ces palmiers et par

gendarmes n'en démontent pas malgré la sortie de leur cochef", soutient un autre membre de l'agora.

Au PK 6, les débats portent sur tous les sujets. S'agissant tout particulièrement de la corruption et du racket, les membres se demandent quel sera l'impact réel du guide pratique proposé par le ministre de la Promotion de la Bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Comment réussir à enrayer un phénomène lorsque certains maillons de la chaîne censés donner le bon exemple continuent allègrement d'opérer en toute impunité?

Comment réussir à enrayer un phénomène lorsque certains maillons de la chaîne censés donner le bon exemple continuent allègrement d'opérer en toute impunité?

Comment réussir à enrayer un phénomène lorsque certains maillons de la chaîne censés donner le bon exemple continuent allègrement d'opérer en toute impunité?

Comment réussir à enrayer un phénomène lorsque certains maillons de la chaîne censés donner le bon exemple continuent allègrement d'opérer en toute impunité?

magazine.union@sonapresse.com



Photo: DR/ L'Union

De la nécessité des enquêtes de moralité



Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

AU sein des sphères dirigeantes, tout se sait mais nul n'ose le dire ouvertement et prendre les mesures qui s'imposent pour faire cesser ces pratiques qui tuent l'économie nationale et fragilisent encore un peu plus les gagne-petit. Les phénomènes de corruption et de racket sont entretenus, tant la promotion à des postes de responsabilité ne semble plus tenir compte ni de la compétence, ni de la moralité des individus qui y sont proposés.

Conséquence, l'administration publique est aujourd'hui gangrenée par des personnes mues par l'ambition de vite s'enrichir malhonnêtement, au détriment du plus grand nombre et même du pays. Les critères de nomination de ces agents, fondés la plupart du temps sur le parrainage, sont à l'origine des scandales financiers qui éclaboussent mois

après mois et année après année, de nombreuses administrations publiques. Tant les cadres mis en cause, se sentant investis d'une puissance que leur confèrent leurs protecteurs, se croient tout permis.

L'initiative du ministre Francis Nkea Ndzigue est à saluer. Il reste que le chantier qu'il s'est donné ne sera pas de tout repos. D'autant que parmi les corrupteurs, les corrompus et les racketteurs auxquels il va avoir affaire, il y en a qui prennent leurs ordres ailleurs.

En revanche, si les pouvoirs publics veulent réellement s'attaquer au mammoth de la corruption au Gabon, ils gagneraient à revoir, entre autres, les critères de nomination des cadres proposés aux différents postes de responsabilité, en procédant notamment à des enquêtes de moralité des candidats. Le militantisme, la délation ou le copinage n'étant nullement des références qui président à la bonne gouvernance d'un pays.

asols.



Photo: IMM/ L'Union

Un guide pratique ?

IMM
Libreville/Gabon

QUEL est l'impact d'un guide pratique sur le phénomène de la corruption qui, depuis de lustres, a étendu ses tentacules dans l'appareil étatique ? La question est sur toutes les lèvres dans les maquis et autres lieux de retrouvailles comme "l'association des parents d'élèves" du PK 6, où les sujets de corruption et de racket alimentent actuellement les débats. "Ce guide pratique est pour in-

citer tous ceux qui ont une parcelle de responsabilité à prendre définitivement conscience des enjeux de la corruption. Il est simple et à la portée du plus grand nombre. Il contient des informations sur le contenu des infractions de corruption et des exemples au plus près des réalités de notre pays. Il expose, de ce fait, la voie à suivre par cette démarche citoyenne de la dénonciation de la corruption, pour que des enquêtes soient menées, que la justice soit saisie, que les coupables soient démasqués et

que les fonds publics détournés soient confisqués et restitués à l'État", avait expliqué le ministre Francis Nkea Ndzigue.

Si certains saluent les bonnes intentions du membre du gouvernement, il y a que de nombreux observateurs se demandent encore comment doit se faire la restitution des fonds publics détournés, lorsqu'une certaine opacité semble entretenue dans la gestion publique. Combien les rescapés des opérations Mamba et Scorpion ont-ils restitué à l'État ?